



## **Procès-verbal du Conseil Municipal du 4 juillet 2025**

**PRESENTS** : Mmes et MM : Thierry DEVILLE – Marcel GIACOMEL - Marie-Catherine GOIRAN – Nathan ALBOUY - Christine PAQUIS - Joseph DEVILLE – Marc LANIEL - Daniel VINEIS – Odile LAROCHE-FARIGOULE - Sylvette DELORME - Jacques DONATO – Dominique PAUTY – Sandrine NOIRIE – Grégory CROIZAT - Marilyne PLESSIS – Cédric CHAVAREN – Nicole GIRAUD - Marie-José SAULODES – Hervé BRU - Elisabeth PONOMAREFF.

**EXCUSES AVEC POUVOIR** : M. André BRANDMEYER donne pouvoir à Mme Christine PAQUIS, Mme Christine BERTIN donne pouvoir à M. Thierry DEVILLE, Mme Evelyne FAURE donne pouvoir à Mme Marie-Catherine GOIRAN, Mme Corine BEGON donne pouvoir à M. Jacques DONATO, M. Arnaud JAYOL donne pouvoir à Mme Sandrine NOIRIE, M. François GILBERTAS donne pouvoir à Mme Marie-José SAULODES

**ABSENT** : M. Laurent BRUNON

### **Désignation du secrétaire de séance**

Dès l'ouverture de la séance, un secrétaire doit être désigné parmi les membres du Conseil Municipal.

**Secrétaire de séance** : Madame Dominique PAUTY

Les conseillers présents représentant la majorité des membres en exercice, qui sont au nombre de 27, il a été procédé conformément à l'article L.2121-15 du Code général des collectivités territoriales à la nomination d'un(e) secrétaire pris dans le sein du conseil. Madame Dominique PAUTY ayant obtenu la majorité des suffrages a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

### **Approbation du procès-verbal de la séance du 21 juin 2025**

Le procès-verbal de la réunion du Conseil Municipal du 21 juin 2025 est soumis pour approbation, aux membres présents lors de cette séance.

**Le procès-verbal est approuvé à l'unanimité des membres présents lors de la séance (soit 20 voix).**

### **Délibérations**

#### **AFFAIRES GENERALES - FINANCES**

##### **1) Décision Modificative n°1**

##### **Délibération 2025-036 : BP 2025 – Décision Modificative n°1**

*Rapporteur : Monsieur le Maire*

Après le vote du Budget et compte tenu des éléments d'exécution budgétaire, il apparaît nécessaire de procéder à des transferts de crédits en sections de fonctionnement et d'investissement.

## **Procès-verbal du Conseil municipal du 4 juillet 2025**

Monsieur le Maire rappelle qu'il s'agit de quelques ajustements habituels en juillet, à la moitié de l'exercice comptable, pour les subventions aux associations et des opérations d'équipement.

A noter que les crédits supplémentaires inscrits en recettes d'investissement, pour la taxe d'aménagement sont déjà perçus à ce jour.

Ainsi que la mise en place de la procédure de recouvrement, par le service de gestion comptable de Montbrison, de la clause pénale du dossier de contentieux avec ATRIUM DEVELOPPEMENT.

Enfin, la prolongation du portage foncier de l'ancien magasin LIDL pour 900 000€.

La décision modificative n° 1 au budget principal de la commune pour l'année 2025 qui vous est proposée permet ainsi de procéder à ces ajustements de crédits rendus nécessaires par l'exécution budgétaire.

### **Section de fonctionnement :**

Il est proposé 13 500 € de crédits nouveaux en section de fonctionnement dont :

- 3 500 € au chapitre 65 – Autres charges de gestion courante – Article 65748 : pour les subventions exceptionnelles ;
- 10 000€ au chapitre 66 – Charges financières – Article 66111 : pour les intérêts de la dette.

Afin d'équilibrer la section, le virement à la section d'investissement est diminué de 13 500€.

Dans le cadre du recouvrement du contentieux avec la société ATRIUM DEVELOPPEMENT, il est proposé une modification des imputations afin d'émettre un titre de recettes d'un montant de 93 000€ et de provisionner ce même montant.

### **Section d'investissement :**

Il est proposé d'ajuster 6 opérations d'équipement pour un total de 35 150€ :

- 508 : AUTRES BAT COMPLEXE SPORTIF : + 4 000€ pour l'installation de miroirs dans le DOJO ;
- 501 : HOTEL DE VILLE : + 3 700€ pour l'interconnexion des bâtiments communaux (téléphonie et internet) ;
- 1201 : TERRAINS DE SPORT : + 4 800€ pour les études de faisabilité du terrain de football en gazon synthétique ;
- 2002 : NOUVEAU CENTRE DE LOISIRS MUNICIPAL : + 20 000€ pour la réalisation de travaux supplémentaires ;
- 502 : RESTAURANT SCOLAIRE : + 6 650€ pour l'acquisition d'un cuvier et d'une armoire frigorifique ;
- 505 : SALLE POLYVALENTE : - 4 000€ car la peinture de la salle Marcel Pouillon sera réalisée en régie.

Le virement de la section de fonctionnement a été diminué de 13 500€.

Afin d'équilibrer la section, il est inscrit 48 650€ de recettes nouvelles au compte 10226 – Taxe d'aménagement.

Enfin, afin de prolonger le portage foncier de l'ancien magasin LIDL et de renouveler un financement avec le Crédit Agricole Loire Haute-Loire, il est inscrit 900 000€ au chapitre 16 – Emprunts et le même montant à l'opération 9999 – Grands projets.

→ **La décision modificative n°1 était jointe à la note de synthèse.**

Monsieur Hervé BRU demande des précisions pour les 3500 € aux subventions exceptionnelles. Il lui semblait qu'il restait de l'argent disponible sur cette ligne.

Monsieur le Maire répond qu'il s'agit de provisions pour ce compte. D'autant plus, qu'il y a des subventions exceptionnelles à l'ordre du jour du Conseil municipal du jour.

## **Procès-verbal du Conseil municipal du 4 juillet 2025**

Monsieur Hervé BRU demande des précisions sur les intérêts de la Dette. Il indique qu'il pensait que la collectivité ne faisait plus d'emprunt.

Monsieur le Maire indique que cet emprunt vient dans la continuité de celui qui arrive à échéance (en juillet) sur le portage du projet. C'est la suite logique, le projet de l'ex LIDL n'est pas encore sorti aussi il est nécessaire de prolonger son portage financier.

Monsieur Hervé BRU souligne que le paiement ne sera pas encore pour demain.

Monsieur le Maire répond qu'en effet, si le versement avait été effectué, le projet sorti, il n'y aurait pas eu besoin de prolonger le portage financier.

Madame Marie-José SAULODES souligne que ce projet aura coûté cher à la commune.

Monsieur le Maire répond, qu'il faut bien trouver une solution. C'est logique, depuis 2017 la collectivité porte financièrement ce projet. Il faut continuer jusqu'à ce que le projet aboutisse. Il s'agit de travailler pour l'avenir.

Monsieur Hervé BRU demande des explications sur le mouvement des 93 000 €.

L'administration précise qu'il s'agit d'un changement de procédure de recouvrement. Il s'agit de ne plus avoir recours à un commissaire de justice mais de d'appuyer sur le Service de Gestion Comptable (SGC). Cela nécessite la modification des imputations. Il y aura moins de frais puisqu'il n'y aura plus les frais de justice. L'administration ajoute qu'il est donc nécessaire de provisionner la somme jusqu'à ce que le débiteur de la Mairie s'acquitte des 93 000 € dus.

Monsieur Hervé BRU demande si c'est une pression supplémentaire.

Monsieur le Maire précise que cela devrait inciter le débiteur à payer ses dettes à la commune.

Monsieur Hervé BRU demande si la peinture de la Salle Marcel POUILLON mentionnée, correspond à de la rénovation intérieure ou extérieure.

Monsieur le Maire précise qu'il s'agit de la rénovation intérieure.

Monsieur Hervé BRU demande si l'étude de l'association de Foot pour le terrain synthétique a été prise en compte.

Monsieur le Maire répond que ce n'est pas le Club de Foot qui porte le projet du terrain synthétique. Certes, ils sont associés au projet par des réunions de travail. Néanmoins, c'est bien la collectivité qui porte le projet. Ensuite, c'est la prochaine Municipalité qui verra si elle engage ou pas les frais pour la réalisation du terrain synthétique.

**Où cet exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité, par 22 voix « POUR » et 4 voix « CONTRE » (Mme Marie-José SAULODES, M. François GILBERTAS par pouvoir donné à Mme SAULODES, M. Hervé BRU et Mme Elisabeth PONOMAREFF)**

➤ **APPROUVE** la décision modificative n°1 présentée.

## Procès-verbal du Conseil municipal du 4 juillet 2025

<b>42022</b>	<b>Commune de Bonson</b>	<b>DM n°1 2025</b>
Code INSEE	BUDGET COMMUNAL	

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Conseil Municipal

#### DECISION MODIFICATIVE N°1

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
D-023-01 : Virement à la section d'investissement	13 500,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>TOTAL D 023 : Virement à la section d'investissement</b>	<b>13 500,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
D-65748-020 : Subv. de fonctionnement aux autres personnes de droit privé	0,00 €	3 500,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>TOTAL D 65 : Autres charges de gestion courante</b>	<b>0,00 €</b>	<b>3 500,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
D-66111-01 : Intérêts réglés à l'échéance	0,00 €	10 000,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>TOTAL D 66 : Charges financières</b>	<b>0,00 €</b>	<b>10 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
D-673-01 : Titres annulés (sur exercices antérieurs)	93 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>TOTAL D 67 : Charges spécifiques</b>	<b>93 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
D-6817-01 : Dotations aux dépréciations des actifs circulants	0,00 €	93 000,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>TOTAL D 68 : Dotations aux provisions et dépréciations</b>	<b>0,00 €</b>	<b>93 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
R-755-01 : Dédits et pénalités perçus	0,00 €	0,00 €	0,00 €	93 000,00 €
<b>TOTAL R 75 : Autres produits de gestion courante</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>93 000,00 €</b>
R-7688-01 : Autres produits financiers	0,00 €	0,00 €	93 000,00 €	0,00 €
<b>TOTAL R 76 : Produits financiers</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>93 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>Total FONCTIONNEMENT</b>	<b>106 500,00 €</b>	<b>106 500,00 €</b>	<b>93 000,00 €</b>	<b>93 000,00 €</b>
<b>INVESTISSEMENT</b>				
R-021-01 : Virement de la section de fonctionnement	0,00 €	0,00 €	13 500,00 €	0,00 €
<b>TOTAL R 021 : Virement de la section de fonctionnement</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>13 500,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
R-10226-01 : Taxe d'aménagement	0,00 €	0,00 €	0,00 €	48 650,00 €
<b>TOTAL R 10 : Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>48 650,00 €</b>
R-1641-01 : Emprunts en euros	0,00 €	0,00 €	0,00 €	900 000,00 €
<b>TOTAL R 16 : Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>900 000,00 €</b>
D-2031-9999-518 : GRANDS PROJETS	0,00 €	900 000,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>TOTAL D 20 : Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00 €</b>	<b>900 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
D-21314-508-321 : AUTRES BAT COMPLEXE SPORTIF	0,00 €	4 000,00 €	0,00 €	0,00 €
D-21351-505-020 : SALLE POLYVALENTE	4 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
D-21838-501-020 : HOTEL DE VILLE	0,00 €	3 700,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles</b>	<b>4 000,00 €</b>	<b>7 700,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
D-2312-1201-321 : TERRAINS DE SPORT	0,00 €	4 800,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2313-2002-331 : NOUVEAU CENTRE DE LOISIRS MUNICIPAL	0,00 €	20 000,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2318-502-281 : RESTAURANT SCOLAIRE	0,00 €	6 650,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>TOTAL D 23 : Immobilisations en cours</b>	<b>0,00 €</b>	<b>31 450,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>Total INVESTISSEMENT</b>	<b>4 000,00 €</b>	<b>939 150,00 €</b>	<b>13 500,00 €</b>	<b>948 650,00 €</b>
<b>Total Général</b>		<b>935 150,00 €</b>		<b>935 150,00 €</b>

(1) y compris les restes à réaliser

Page 1 sur 1

## **Procès-verbal du Conseil municipal du 4 juillet 2025**

### **2) Neutralisation des subventions d'équipement versées**

#### **Délibération 2025-037 : Neutralisation des subventions d'équipement versées**

*Rapporteur : Monsieur le Maire*

Monsieur le Maire rappelle que Ce dispositif budgétaire et comptable facultatif permet d'apporter de la souplesse dans le financement de l'amortissement des subventions d'équipement versées. En effet, les dotations aux amortissements constituent des dépenses de fonctionnement obligatoires, ayant vocation à alimenter en recettes la section d'investissement. La neutralisation budgétaire permet de respecter l'obligation comptable d'amortir sans dégrader la section de fonctionnement, une recette de fonctionnement étant constatée en contrepartie d'une dépense d'investissement.

Le Conseil Municipal délibère désormais régulièrement la neutralisation des amortissements des subventions d'équipement versées et comptabilisées au compte 204.

Les immobilisations référencées à l'actif 2025,

Numéro d'inventaire 2024/COM/59-2 relatif au fonds de concours pour la télégestion des vestiaires sportifs pour un montant de 5 325.80 euros

Numéro 2020/COM/400-20 relatif à l'aménagement pour la sonorisation de la Placette des Commerces pour un montant de 4 406.96 euros,

Numéro 2024/COM/28-2044 relatif au fonds de concours pour l'extension de réseau fibre pour le Centre de Loisirs Rue Jules Massenet pour un montant de 1 364.00 euros,

peuvent faire l'objet d'une neutralisation des amortissements conformément au décret 2015-1848 du 29 décembre 2015.

Le Conseil Municipal est invité à délibérer la neutralisation des amortissements liée à ces subventions d'équipement versées et comptabilisées au compte 204, ce, dès l'exercice budgétaire 2025.

**Où cet exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, par 26 voix « POUR »,**

- **APPROUVE la neutralisation des amortissements liés aux subventions d'équipement versées et comptabilisées au compte 204, ce, dès l'exercice budgétaire 2025.**

### **3) Engagement partenarial entre les services de la DDFIP et la Commune**

#### **Délibération 2025-038 : Engagement partenarial entre les services de la DDFIP et de la Commune**

*Rapporteur : Monsieur le Maire*

Monsieur le Maire souligne l'excellent travail effectué par le SGC de Montbrison et notre Conseiller aux Décideurs Locaux.

Pour mémoire, la Commune avait un engagement partenarial avec le SGC (Service de Gestion Comptable) de Montbrison et la DDFIP (Direction départementale des Finances publiques de la Loire) concentré exclusivement sur le recouvrement des produits locaux. Cet engagement signé le 5 janvier 2022 est désormais arrivé à son terme (3 ans). Aujourd'hui il s'agit de renouveler cet engagement partenarial avec le SGC de Montbrison et la DDFIP de la Loire mais sous un format enrichi et beaucoup plus utile pour la collectivité.

En effet, l'objectif est de renforcer les relations entre la commune et la DDFIP de la Loire et en premier lieu avec le SGC de Montbrison et le CDL (Conseiller aux Décideurs Locaux) de la collectivité.

## **Procès-verbal du Conseil municipal du 4 juillet 2025**

Depuis une dizaine d'années, la Direction générale des Finances publiques (DGFIP) renforce et modernise son partenariat avec les décideurs publics locaux en s'engageant contractuellement à leurs côtés sur des objectifs opérationnels, via des conventions de partenariat. Ce dispositif vise à améliorer la performance administrative des services de l'ordonnateur et du comptable, mais aussi à diffuser une offre de services de qualité, innovante et adaptée aux besoins différenciés des collectivités locales et établissements publics locaux.

Les conventions de partenariat s'adressent à tous les organismes publics locaux. En fonction de sa taille ou de ses enjeux, une collectivité locale ou un établissement public local peut signer avec son comptable public, son Conseiller aux Décideurs Locaux et sa direction locale des finances publiques deux types de conventions, dont l'engagement partenarial (EP), en ce qui concerne la commune de BONSON.

Un EP est constitué d'une convention, de fiches-actions et d'un tableau de suivi. La durée de la convention doit être de 3 à 5 ans. Cet horizon à moyen terme facilite la mise en œuvre efficace des projets portés par la convention. Cette limite dans la durée permet de maintenir un partenariat « actif » et de repartir à intervalles réguliers sur un nouveau diagnostic et une nouvelle convention intégrant les nouveaux chantiers à mener.

Il faut retenir qu'il y a 4 axes :

**Axe 1 : Accompagner l'ordonnateur en développant, en enrichissant et en dématérialisant les échanges**

**Axe 2 : Améliorer l'efficacité des procédures en modernisant et en optimisant les chaînes de dépenses et de recettes**

**Axe 3 : Offrir une meilleure lisibilité des comptes aux élus en renforçant la fiabilité des comptes et la démarche de Contrôle interne comptable et financier**

**Axe 4 : Développer l'expertise comptable, fiscale, et financière au service des responsables**

Pour chaque axe, il existe plusieurs actions dans lesquelles les deux partenaires (Finances Publiques et Commune) peuvent développer leur coordination pour parvenir à une amélioration de la chaîne comptable et financière de gestion des produits locaux :

- Action 1 : Rapprochement des services ordonnateur / comptable (axe 1) ;
- Action 2 : Sécuriser les régies de recettes (axe 2) ;
- Action 3 : Mise en place d'une politique sélective des poursuites (axe 2) ;
- Action 4 : Mise en place d'une politique concertée d'admission en non-valeur (axe 2)
- Action 5 : Mettre conjointement à niveau l'actif immobilisé (immobilisations incorporelles et corporelles) dans le cadre d'une démarche pérenne et transmettre les flux inventaire de façon dématérialisée (axe 3)
- Action 6 : Piloter conjointement la qualité des comptes locaux (axe 3) ;
- Action 7 : Réaliser une synthèse de la qualité comptable (Axe 3) ;
- Action 8 : Réaliser des analyses financières rétrospectives et / ou prospective intégrant ou non des projets d'investissement (axe 4) ;

Il est précisé que des avenants pourront être nécessaires pour la bonne conduite ou réalisation des actions précitées.

→ ***L'engagement partenarial était joint à la note de synthèse.***

L'engagement partenarial peut contenir autant de fiches actions que nécessaire. Il faut cependant qu'il reste opérationnel et applicable sans encombrer les services. Aussi, se limiter à 8 actions maximum peut être un bon choix.

Aussi, il est proposé au Conseil municipal :

## **Procès-verbal du Conseil municipal du 4 juillet 2025**

- D'approuver la mise en place d'un engagement partenarial afin de renforcer les relations et permettre de faire ressortir des nouvelles synergies entre le SGC, la DDFIP, le CDL et la Commune de BONSON.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'engagement partenariat et tous les documents y afférents.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer les avenants rédigés à l'initiative de la DDFIP ou de la collectivité afin de permettre la mise en œuvre de l'engagement pendant la durée de ce dernier.

Madame Marie-José demande si cette convention à un coût.

Monsieur le Maire indique que cette convention n'engage pas de coût financier pour la collectivité. C'est une convention qui permet de travailler de concert avec les services de la DDFIP, le SGC et le CDL.

**Oùï cet exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, par 26 voix « POUR »,**

- **APPROUVE** la mise en place d'un engagement partenarial afin de renforcer les relations et permettre de faire ressortir des nouvelles synergies entre le SGC, la DDFIP, le CDL et la Commune de BONSON.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'engagement partenariat et tous les documents y afférents.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les avenants rédigés à l'initiative de la DDFIP ou de la collectivité afin de permettre la mise en œuvre de l'engagement pendant la durée de ce dernier.

<b>VIE ASSOCIATIVE</b>
------------------------

#### **4) Subvention exceptionnelle : Amicale des Sapeurs-Pompiers de SURY-LE-COMTAL**

##### **Délibération 2025-039 : Subvention exceptionnelle Amicale des Sapeurs-Pompiers de SURYE LE COMTAL**

*Rapporteur : Mme Marie-Catherine GOIRAN*

L'Amicale des Sapeurs-Pompiers de SURY-LE-COMTAL sollicite une subvention exceptionnelle auprès de la Commune afin de mener à bien leur projet d'embellissement de l'année 2025 du Centre d'Incendie et de Secours. L'attribution de la subvention leur permettrait de les aider pour l'installation d'une « Stèle du Souvenir » pour leurs camarades disparus.

Aussi, il est proposé au Conseil Municipal d'octroyer une subvention exceptionnelle de 300 €.

Madame Marie-José SAULODES demande pourquoi répondre à une sollicitation de la Caserne des Pompiers de SURY-LE-COMTAL.

Monsieur le Maire rappelle à Madame SAULODES que les casernes de SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT et de SURY-LE-COMTAL interviennent toutes les deux sur la commune de BONSON. Il y a un partage du territoire communal, suivant le lieu, de quel côté de BONSON on se situe, ce n'est pas la même caserne qui se déplace en priorité.

Madame Marie-José SAULODES demande alors pourquoi ne pas verser une subvention exceptionnelle à la Caserne de ST-JUST-ST-RAMBERT.

Monsieur le Maire indique que la Caserne de ST-JUST-ST-RAMBERT n'a pas fait de demande particulière. Madame Marie-Catherine GOIRAN indique qu'il y a également une subvention annuelle versée à l'Amicale de ST-JUST-ST-RAMBERT.

## **Procès-verbal du Conseil municipal du 4 juillet 2025**

Monsieur Hervé BRU fait le lien avec le fonds de soutien aux associations auprès de Loire Forez Agglomération.

Monsieur le Maire indique que l'Amicale des Pompiers de SURY-LE-COMTAL n'est pas une association de la commune de BONSON, c'est pourquoi la commune a décidé d'inscrire cette demande de subvention exceptionnelle à l'ordre du jour du Conseil municipal du 4 juillet.

**Où cet exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, par 26 voix « POUR »,**

- **OCTROIE** une subvention exceptionnelle de 300 € à l'Amicale des Sapeurs-Pompiers de SURY-LE-COMTAL afin de les aider à mener à bien leur projet d'embellissement 2025 du Centre d'Incendie et de Secours, notamment pour l'installation d'une stèle du Souvenir pour leurs camarades disparus.

### **5) Subvention exceptionnelle : Association « Terre Essence Ciel »**

#### **Délibération 2025-040 : Subvention exceptionnelle Association « Terre Essence Ciel »**

*Rapporteur : Mme Sandrine NOIRIE*

Madame Sandrine NOIRIE, Adjointe, rappelle que les services n'avaient pas reçu l'intégralité des informations nécessaires afin d'intégrer cette subvention dans le tableau annuel 2025. C'est pourquoi il convient de voter une subvention exceptionnelle qui correspond à la dotation minimum. L'année prochaine, cette association apparaîtra dans le tableau annuel.

L'association Terre Essence Ciel, étant bien une association à but non lucratif, sollicite une subvention au même titre que les autres associations bonsonnaises.

Aussi, il est proposé au Conseil Municipal d'octroyer une subvention exceptionnelle de 175 € représentant le montant de base alloué aux associations bonsonnaises.

Monsieur le BRU indique que la dotation minimale annuelle est de 170 € et non 175 €.

Madame Sandrine NOIRIE indique que ce sera modifié pour la délibération.

Monsieur Hervé BRU indique qu'il y a des associations qui n'ont pas de subvention.

Mesdames NOIRIE et PAQUIS indiquent que certaines associations ne font pas de demande de subvention (comme COCCI CREW, la Compagnie Franche du Forez), d'autres n'en faisaient pas et en ont présenté une cette année (comme l'association de Chasse Communale).

Toutes les associations reçoivent le même dossier lors de la réunion mais elles ne sollicitent pas toutes la subvention communale.

**Où cet exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, par 26 voix « POUR »,**

- **OCTROIE** une subvention exceptionnelle de 170 € à l'association Terre Essence Ciel représentant le montant de base alloué aux associations bonsonnaises

### **6) Subvention exceptionnelle : Ecole Kobayashi Ryu Aïkido**

#### **Délibération 2025-041 : Subvention exceptionnelle Ecole Kobayashi Ryu Aïkido**



## **Procès-verbal du Conseil municipal du 4 juillet 2025**

*Rapporteur : Mme Sandrine NOIRIE*

Du 18 au 31 octobre 2025, le club d'Aïkido d'Andrézieux-Bouthéon envisage de faire participer ses élèves à un voyage au Japon réservé aux ados et organisé par l'académie autonome d'Aïkido.

Parmi eux, un jeune bonsonnais de 16 ans, rêve de faire partie du voyage.

Le coût du voyage est estimé à 1500 € hors billet d'avion.

Madame Marie-José SAULODES demande pourquoi financer une école qui n'est pas installée sur la Commune, mais à ANDREZIEUX-BOUTHEON.

Monsieur le Maire et Mme Sandrine NOIRIE précisent qu'il s'agit d'une participation pour un jeune bonsonnais de 16 ans membre de l'association et participant au voyage.

Madame Marie-José SAULODES indique que 300 € représentent une somme importante.

Madame Sandrine NOIRIE indique que cela a déjà été le cas pour une jeune sportive bonsonnaise pour une compétition de BMX.

Monsieur Marcel GIACOMEL rappelle également la participation de Madame Suzanne VULIN pour un championnat de Natation.

Monsieur Hervé BRU souligne qu'il est bien indiqué que la subvention est versée à l'Ecole d'Aïkido.

Madame Sandrine NOIRIE souligne qu'il est aussi bien noté qu'un jeune bonsonnais fait partie du voyage au Japon.

→ ***La plaquette du projet de stage au Japon de l'Ecole Kobayashi Ryu Aïkido était jointe à la note de synthèse.***

Il est proposé au Conseil municipal d'octroyer une subvention exceptionnelle 300 € à l'Ecole Kobayashi Ryu Aïkido.

**Où cet exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité, par 22 voix « POUR » et 4 voix « CONTRE »**

- **OCTROIE** une subvention exceptionnelle de 300 € à l'Ecole Kobayashi Ryu Aïko pour la participation d'un jeune bonsonnais participant au voyage au Japon organisé par l'Ecole Kobayashi Ryu Aïko qu'il fréquente à ANDREZIEUX-BOUTHEON.

### **7) 39<sup>ème</sup> édition Les Lieues Foreziennes – Demande d'une subvention exceptionnelle pour la course du Onze Novembre et la course scolaire du vendredi 7 novembre 2025**

#### **Délibération 2025-042 : Subvention exceptionnelle pour la 39<sup>ème</sup> édition des Lieues Foreziennes Edition Novembre 2025**

*Rapporteur : Mme Sandrine NOIRIE*

Par courrier du 12 mai 2025, le Comité d'organisation des Lieues Foréziennes sollicite une subvention exceptionnelle pour l'organisation de la 39<sup>ème</sup> édition de la course du 11 novembre 2025 et l'organisation de la course scolaire (du CP au CM2) du 7 novembre 2025 au complexe sportif en partenariat avec les enseignants du groupe scolaire Jules Verne.

Il est proposé le même montant que les deux années précédentes, c'est-à-dire 1 000 €.

Il est précisé que la subvention sera versée après l'évènement sur le budget primitif 2026.

## **Procès-verbal du Conseil municipal du 4 juillet 2025**

Ainsi, il est demandé au Conseil Municipal d'approuver le versement d'une subvention exceptionnelle égale à 1 000 € afin de soutenir le Comité des Lieues Foreziennes dans l'organisation de la course du 11 novembre 2025 et pour l'organisation de la course scolaire du 7 novembre 2025.

**Où cet exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, par 26 voix « POUR »,**

- **OCTROIE** une subvention exceptionnelle de 1 000 € afin de soutenir le Comité des Lieues Foreziennes dans l'organisation de la course du 11 novembre 2025 et pour l'organisation de la course scolaire du 7 novembre 2025.
- **DIT** que la subvention sera versée après l'évènement sur le budget primitif 2026.

### **8) Subvention exceptionnelle pour l'association « ROUTE 42-MUSIC » pour sa participation à l'animation du Marché de Noël Edition 2025**

#### **Délibération 2025-043 : Subvention exceptionnelle pour l'association « Route 42 – MUSIC » pour sa participation à l'animation du Marché de Noël Edition 2025**

Rapporteur : Mme Christine PAQUIS

L'association bonsonnaise « ROUTE 42 – MUSIC » participera à l'animation du Marché de Noël – Edition 2025, de 10 h 45 à 12 h et de 15 h 30/45 à 16h45/17h. Pour cette prestation ils joueront des chansons tirées et choisies de leur répertoire et plusieurs chansons de Noël (appries et travaillées) pour l'évènement.

Ci-après une petite présentation transmise par l'association :

*« Notre association ROUTE42-MUSIC a été formé il y a maintenant un peu plus de 1 an avec l'envie de trois retraités musiciens d'animer musicalement les événements de la commune de Bonson et aussi des anniversaires ou soirées d'associations ou particuliers. Notre trio (dont 2 Bonsonnais) uniquement composé de guitares propose plutôt de la chanson française. Nous serons heureux de vous retrouver au prochain évènement proposé par la Mairie de Bonson. A bientôt. »*

Afin d'encourager cette nouvelle association et pour les remercier de leur implication dans l'animation du Marché de Noël 2025, il est proposé au Conseil municipal d'octroyer une subvention exceptionnelle de 200 € à l'association « ROUTE42-MUSIC ». **A noter : le montant de cette subvention exceptionnelle sera inscrit au BP 2026 et donc versée en 2026.**

Monsieur Hervé BRU demande pourquoi la subvention exceptionnelle est votée maintenant et pas à posteriori. Par exemple, pour « PLEIN CHANT », pour les Journées du Patrimoine, la subvention exceptionnelle est votée après la manifestation.

Madame Christine PAQUIS indique que ROUTE 42 MUSIC a déjà participé à l'animation de la Fête de la Musique. Ils ont anticipé pour l'animation du Marché de Noël.

Monsieur Hervé BRU, indique qu'au mandat précédent il avait été dit que l'association « BONSON en Fête » avait une subvention annuelle et qu'ensuite ils auraient une subvention exceptionnelle par manifestation.

Monsieur le Maire répond qu'il y a des confusions. Madame Christine PAQUIS souligne que l'association BONSON en Fête n'a pas fait de demande de subvention exceptionnelle. Les membres de l'association préparent leurs différents soirées (Soirée des Chocottes etc), ils n'ont pas demandé de subvention pour ces soirées.

Monsieur le Maire indique que « BONSON en Fête » avait eu une subvention exceptionnelle l'année où ils avaient organisé une séance de cinéma en plein air. En 2025, pour l'organisation de la Fête de Musique en collaboration avec la collectivité, une subvention exceptionnelle sera versée. Elle sera à l'ordre du jour du prochain conseil municipal (octobre).

## Procès-verbal du Conseil municipal du 4 juillet 2025

Où cet exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, par 26 voix « POUR »,

- **OCTROIE** une subvention exceptionnelle de 200 € à l'Association « ROUTE 42- MUSIC » pour sa participation à l'animation du Marché de Noël Edition 2025
- **DIT** que le montant de de cette subvention (200 €) sera inscrite au BP 2026 et donc versée en 2026.

### INTERCOMMUNALITE

#### 9) Loire Forez Agglomération – Demande Fonds de Concours « Voirie » pour le Groupe Fermé d'Utilisateurs (GFU)

#### Délibération 2025-044 : Demande Fonds de Concours « Voirie » auprès de Loire Forez Agglomération pour le Groupe d'Utilisateurs Fermé (GFU)

Rapporteur : Monsieur le Maire

Le projet de GFU « Groupe Fermé d'Utilisateurs » a été présenté en Commission Aménagement du Territoire le 5 mai 2025.

Le projet de GFU, comprend la création d'une boucle locale optique qui permet d'interconnecter les bâtiments communaux ainsi que de raccorder différentes entités liées à plusieurs usages (téléphonie sur IP, vidéoprotection, partage de fichiers...). Le rôle du GFU consiste à relier l'ensemble des bâtiments par un réseau fibre optique propriétaire géré depuis un point central en Mairie. Il constitue le socle de base de construction d'un territoire intelligent, connecté et durable.

Concrètement, 8.7 km de réseaux de fibre optique seront créés afin de relier, dans un premier temps, 9 bâtiments communaux, 16 caméras ainsi que le CSU, Centre de Supervision Urbain, du système de vidéoprotection communal (sur un total de 23 caméras).

Aussi, le Département a lancé l'appel à partenariat « Loire Connect » le 20 mars 2023. Le projet « Groupe Fermé d'Utilisateurs » (GFU) de la commune de Bonson a été retenu par le comité de pilotage. Une convention de partenariat et attributive de subvention ave le Conseil Départemental a été signée.

Aujourd'hui, il s'agit de solliciter le Fonds de concours « voirie » auprès de Loire Forez Agglomération qui vise à aider les communes à financer un équipement structural municipal.

En effet, lorsque la commune en fait la demande, Loire Forez peut avoir recours au dispositif du fonds de concours pour aider la commune à financer un équipement structurant municipal, sans lien obligatoire avec la compétence voirie. **Plus de précisions dans l'extrait du règlement de voirie de Loire Forez annexé à la présente.**

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

DEPENSES			RECETTES		
Nature de la dépense	€ HT	€ TTC	Financements	Taux de l'aide (%)	Montant sollicité
Projet « Groupe Fermé d'Utilisateurs » - GFU	64 676 €	77 611 €	Département	39%	25 000 €
			Loire Forez Agglomération	29%	19 000 €
			Total Recettes	68%	44 000 €
			Autofinancement	32%	20 676 €
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>64 676 €</b>	<b>77 611 €</b>	<b>TOTAL RECETTES</b>		<b>64 676 €</b>

## **Procès-verbal du Conseil municipal du 4 juillet 2025**

Il est demandé au Conseil municipal :

- D'approuver le plan de financement prévisionnel présenté ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à déposer une demande de Fonds de Concours « Voirie » de 19 000 € pour le Groupe Fermé d'Utilisateurs (GFU) auprès de Loire Forez Agglomération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document afférent à ce dossier.

Monsieur le Maire précise que c'est la première fois que la commune sollicite ce dispositif de financement. Il est également prévu de demander un fonds de concours dans les mois à venir pour la réalisation des travaux des parkings Chareyre et Mitterrand.

Monsieur Hervé BRU souligne qu'il s'agit de 16 caméras sur 23, à quoi correspondent les 7 autres.

L'administration précise que les 7 autres caméras sont autonomes.

Madame Marie-José SAULODES indique qu'il y a déjà un réseau de fibre optique, pourquoi refaire un réseau (qui le fait, y – a – t-il eu des devis ?)

Monsieur le Maire indique que toutes les explications ont été données lors de la Commission Grands Projets et Aménagements du Territoire du 5 mai 2025.

**Ouï cet exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité, par 22 voix « POUR » et 4 « ABSTENTION » (Mme Marie-José SAULODES, M. François GILBERTAS par pouvoir donné à Mme SAULODES, M. Hervé BRU et Mme Elisabeth PONOMAREFF)**

- **APPROUVE** le plan de financement prévisionnel tel présenté ci-dessus ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à déposer une demande de fonds de concours « Voirie » de 19 000 € pour le Groupe Fermé d'Utilisateurs (GFU) auprès de Loire Forez Agglomération ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document afférent à ce dossier.

<b>ENFANCE JEUNESSE</b>
-------------------------

**10) Tarifs des services enfance et jeunesse – Modification de la majoration aux familles non domiciliées à BONSON**

**Délibération 2025-045 : Tarifs des services enfance et jeunesse – Modification de la majoration aux familles non domiciliées à BONSON**

*Rapporteur : Mme Marie-Catherine GOIRAN*

Madame Marie-Catherine GOIRAN précise que la modification des conditions d'éligibilité de la subvention de la CAF Aide aux Temps Libres n'était pas connue il y a un an (courrier reçu en Février 2025).

Il y aura très peu d'impact sur les recettes usagers. En effet, à titre d'exemple, seulement 9 enfants non domiciliés à Bonson ont fréquenté le centre de loisirs aux vacances de Printemps 2025.

L'impact sera positif sur les subventions CAF. L'année dernière ce dispositif a permis d'encaisser environ 4 500€.

## **Procès-verbal du Conseil municipal du 4 juillet 2025**

Par Délibération 2024-056 du 4 juillet 2024 relative aux tarifs des services enfance et jeunesse, la municipalité a opté pour la mise en place de la tarification au taux d'effort.

Pour mémoire les taux d'effort ont été calculés pour chaque prestation : périscolaire, extrascolaire (dont Club Ados), restauration collective.

ACCUEIL	Taux d'effort	Prix plancher	Prix plafond
Périscolaire matin - 1h	0,1155%	0,75 €	2,25 €
Périscolaire midi - Repas + activités	0,3000%	2,50 €	5,85 €
Périscolaire soir - 1h	0,1155%	0,75 €	2,25 €
Goûter périscolaire	0,1155%	0,19 €	0,56 €
Centre de loisirs/ados 1/2 Journée repas	0,7645%	4,00 €	13,00 €
Centre de loisirs/ados 1/2 journée sans repas	0,4705%	2,50 €	8,00 €
Centre de loisirs/ados Journée repas	1,1645%	6,00 €	19,85 €
Centre de loisirs/ados Journée sans repas	0,8560%	4,50 €	14,55 €

Il était également précisé que :

- Une majoration de 40% sera appliquée aux familles non-domiciliés à BONSON ;
- Le goûter du périscolaire sera facturé ¼ heure périscolaire.

L'aide aux temps libres fait partie intégrante de la politique locale d'action sociale de la Caf de le Loire auprès des accueils de loisirs extrascolaire et des accueils adolescents du département, à laquelle est dédiée une enveloppe budgétaire annuelle importante (1 000 000 € en 2024) sur fonds locaux.

Afin de prétendre à l'aide aux temps libres, à partir de 2025, les Alsh extrascolaires et accueils adolescents devront appliquer, pour les familles avec un quotient familial inférieur ou égal à 900 €, un tarif pour une journée enfant avec repas ne dépassant pas un plafond de 13 €.

Pour les Alsh pratiquant une tarification pour les QF < 900 € supérieure à 13€ / journée enfant avec repas, une modification de leur tarification est possible avant le 1er septembre 2025 afin d'être éligible à l'ATL en 2025.

La Caisse d'Allocations Familiales de la Loire modifie ses conditions d'Aides aux Temps Libres 2025 (ATL). Il convient modifier le taux d'effort pour les familles avec un QF inférieur à 900 et domiciliées hors commune pour continuer de bénéficier de la subvention ATL.

En effet, la CAF revoit le fonctionnement de cette aide :

« Sur les objectifs ATL et ses bénéficiaires, les principes suivants sont réaffirmés :

- Aide ouverte aux ALSH (Accueil de Loisirs Sans Hébergement) extrascolaire 3-12 ans et aux accueils adolescents 12-17 ans conventionnés au titre de la prestation de service avec la CAF Loire
- Permettre l'accessibilité financière aux ALSH extrascolaire aux familles les plus précaires (le montant du quotient familial retenu localement pour établir un seuil de précarité est de 900 €).
- Compenser pour les ALSH le manque à gagner, en termes de participations familiales, que représente l'accueil des familles avec de faibles ressources ».

Les conditions d'éligibilité sont plus contraignantes, ce qui conduit à la nécessité de modifier la politique tarifaire des hors communes, puisque la majoration de 40% pour les QF inférieurs à 900 dépassent leur prix plafond de 13 € pour une journée avec repas.

## **Procès-verbal du Conseil municipal du 4 juillet 2025**

### **Les autres tarifs restent inchangés.**

Il est demandé au Conseil Municipal de modifier la délibération n°2024-056 du 4 juillet 2024 selon les termes suivants :

- Une majoration de 40% sera appliquée aux familles non-domiciliés à BONSON pour les temps d'accueil périscolaire ;
- Une majoration de 20% sera appliquée aux familles avec un QF inférieur à 900 et non-domiciliés à BONSON pour les temps d'accueil du centre de loisirs (mercredis et vacances) ;
- Une majoration de 40% sera appliquée aux familles avec un QF égal ou supérieur à 900 et non-domiciliés à BONSON pour les temps d'accueil du centre de loisirs (mercredis et vacances).

Monsieur Hervé BRU demande s'il s'agit de la seule modification.

Madame Marie-Catherine GOIRAN confirme que c'est bien cela, le reste ne change pas.

**Oui cet exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, par 26 voix « POUR »,**

➤ **APPROUVE** la modification de la délibération n°2024-056 du 4 juillet 2024 selon les termes suivants :

- Une majoration de 40% sera appliquée aux familles non-domiciliées à BONSON pour les temps d'accueil périscolaire ;
- Une majoration de 20% sera appliquée aux familles avec un QF inférieur à 900 et non-domiciliées à BONSON pour les temps d'accueil du centre de loisirs (mercredis et vacances) ;
- Une majoration de 40% sera appliquée aux familles avec un QF égal ou supérieur à 900 et non-domiciliées à BONSON pour les temps d'accueil du centre de loisirs (mercredis et vacances).

### 11) **Tarif du Pass'Jeunes et Gratuité des terrains de tennis**

#### **Délibération 2025-046 : Tarif du Pass'Jeunes et gratuité des terrains de tennis dans le Pass'Jeunes**

*Rapporteur : Mme Marie-Catherine GOIRAN*

Madame Marie-Catherine GOIRAN indique que 144 chéquiers ont été vendus pour l'année scolaire 2024/2025. Concernant l'offre de la société *Le Padel Français*, ce sera à minima 1h30 offerte (en attente de confirmation). En cumulant les offres « mairie » avec celles des partenaires, les 100 € d'avantages sont dépassés ! Pour information, le 1er pass jeunes lancé en 2014 avait comme valeur faciale : 55€.

Par délibération du 10 juillet 2014, le conseil municipal a créé un Pass' Jeunes au profit des collégiens, lycéens ou jeunes en formation, leur permettant de bénéficier de plusieurs prestations. Le prix de vente du Pass'Jeunes est de 5 €.

Pour cette nouvelle année scolaire 2025/2026, il est proposé au Conseil Municipal de maintenir le prix de vente du Pass'Jeunes à 5 € et d'ajouter dans l'édition du Pass'Jeunes 2025/2026, un ticket pour la location gratuite des terrains de tennis pendant 2 h.

<b>Valeur faciale du pass jeunes 2025/2026</b>	
<b>CHARGES</b>	<b>Prix unitaire</b>
Entrées de cinéma	6,00 €
Entrées laser game	8,00 €

## Procès-verbal du Conseil municipal du 4 juillet 2025

Leclerc culture	10,00 €
Location tennis 2h	20,00 €
Participation adhésion aux Associations référencées par convention.	20,00 €
Entrée saison culturelle +14 ans	8,00 €
Padel (A minima 8 €)	8,00 €
Offres commerçants (Il s'agit par exemple d'une remise sur une coupe, un soin etc....)	
<b>TOTAL (à minima)</b>	<b>80,00 €</b>

Où cet exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, par 26 voix « POUR »,

- **APPROUVE** le maintien du prix de vente du Pass'Jeunes à 5 € pour l'année scolaire 2025-2026 ;
- **AUTORISE** l'ajout d'un ticket pour la location gratuite des terrains de tennis pendant 2h.

### RESSOURCES HUMAINES

#### 12) Modification du tableau des Effectifs

#### Délibération 2025-047 : Modifications du tableau des effectifs

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire rappelle que, la modification concerne :

- 3 avancements de grade et 1 promotion interne dans le cadre du déroulé normal de la carrière de 4 agents titulaires.
- la mise à jour de la classification du poste de DGS.
- la création d'un poste non permanent d'agent technique suite à la réorganisation des services pour la rentrée.

Il n'y a pas d'augmentation des effectifs.

Le Conseil Municipal a approuvé le tableau des effectifs en vigueur par délibération n°2024/080 du 17/10/2024, afin que celui-ci soit conforme à la réalité des besoins de la collectivité ainsi qu'aux inscriptions budgétaires.

La modification apportée au tableau des effectifs qui vous est présentée retrace les besoins de la collectivité faisant suite à des créations de postes permanents et non-permanents résultant des avancements de grade, de la promotion interne et des besoins ponctuels de la collectivité.

Ainsi, afin d'avoir une vision plus claire des besoins affectés aux crédits budgétaires annuels, il est proposé au Conseil municipal de délibérer, sous réserve de l'avis du Centre de Gestion de la Loire, le tableau des effectifs comportant notamment :

La modification du tableau des effectifs comporte :

- Régularisation : 1 création de poste de Directeur Général des Services à temps complet
- Avancement de grade : 1 création de poste d'Adjoint Administratif Principal 1<sup>ère</sup> classe à temps complet et 1 suppression de poste Adjoint Administratif Principal 2<sup>ème</sup> classe à temps complet
- Avancement de grade : 1 création de poste d'Adjoint Technique Principal 1<sup>ère</sup> classe à temps complet et 1 suppression de poste Adjoint Technique Principal 2<sup>ème</sup> classe à temps complet



## **Procès-verbal du Conseil municipal du 4 juillet 2025**

- Avancement de grade : 1 création de poste d'Adjoint d'Animation Principal 1<sup>ère</sup> classe à temps complet et 1 suppression de poste Adjoint d'Animation Principal 2<sup>ème</sup> classe à temps complet
- Promotion interne : 1 création de poste d'Agent de Maîtrise à temps complet et 1 suppression de poste Adjoint Technique Principal 1<sup>ère</sup> classe à temps complet
- Accroissement temporaire d'activité : 1 création de poste non-permanent à temps complet au grade d'Adjoint Technique (durée maximale : 12 mois à compter du 1<sup>er</sup> septembre ou 1<sup>er</sup> octobre 2025).

Aussi, il est proposé au Conseil municipal d'approuver la modification du tableau des effectifs telle que présentée ci-dessus.

→ **Le tableau des effectifs était annexé à la note de synthèse.**

Monsieur Hervé BRU demande des précisions à propos du poste de Directeur Général des Services. L'administration indique qu'il y avait deux postes référencés dans le tableau, maintenant 3 car il y a trois manières de recruter (fonctionnel, détachement, titulaire).

Monsieur le Maire indique que lors de la prochaine Commission Affaires Générales la nouvelle organisation des services sera présentée. Monsieur le Maire précise qu'à compter du 1<sup>er</sup> septembre et pendant un an, l'organisation est prévue sans DGS mais avec les deux Directeurs Adjoints. La ou le nouveau Directeur Général des Services sera recruté par la prochaine Municipalité.

Monsieur Hervé BRU demande également des précisions sur l'emploi d'agent technique. L'administration rappelle que ce poste est également limité dans le temps pour une durée d'un an à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2025 ou du 1<sup>er</sup> octobre 2025).

**Où cet exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité, par 23 voix « POUR » et 3 « ABSTENTION » (Mme Marie-José SAULODES, M. François GILBERTAS par pouvoir donné à Mme SAULODES, M. Hervé BRU)**

- **APPROUVE** la modification du tableau des effectifs telle que présentée ci-dessus ;
- **DIT** que le tableau des effectifs est annexé à la présente délibération.

### **13) Modification du RIFSEEP**

#### **Délibération 2025-048 : Modification du RIFSEEP**

*Rapporteur : Monsieur le Maire*

Monsieur le Maire indique pour résumer que la délibération cadre du régime indemnitaire de la collectivité est mis à jour pour :

- se conformer à la loi de finances 2025 et aux droits à rémunération des fonctionnaires pendant un congé de maladie ordinaire (CMO). 90% et non plus 100%.
- Une meilleure indemnisation des agents en cas de maladie professionnelle et accidents de service ;
- et là aussi suite à la réorganisation des services pour la rentrée : la modification des fonctions des agents employés au sein de la direction générale de la collectivité, il est proposé la création d'un groupe spécifique au sein de la catégorie B.

L'avis du Comité social territorial (CST) du CDG est bien évidemment favorable.



## **Procès-verbal du Conseil municipal du 4 juillet 2025**

**Définition RIFSEEP** : *Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel*)

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée que le régime indemnitaire octroyé aux agents communaux actuellement en vigueur est celui instauré en application des délibérations du Conseil Municipal n°2021/065 du 5 juillet 2021 ; n°2024/095 et n°2024/100 du 10 décembre 2024.

Il est rappelé à l'Assemblée que des réflexions ont été conduites notamment afin de se conformer au décret n°2014-513 du 20 mai 2014, instituant un nouveau régime indemnitaire de référence tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP), ainsi qu'au décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux.

Il est précisé que le RIFSEEP s'est substitué à un certain nombre de primes et la compatibilité du versement de prime avec le RIFSEEP est définie par arrêté du 27 août 2015 pris en application de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat.

Pour mémoire, le (RIFSEEP) s'articule autour de deux composantes :

- L'IFSE (Indemnité de **F**onctions, de **S**ujétions et d'**E**xpertise) liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle.
- Le CIA (**C**omplément Indemnitaire **A**nnuel) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir de l'agent. Ce complément peut ainsi varier d'une année sur l'autre.

Le régime indemnitaire est une valorisation du travail effectivement accompli, octroyé en fonction des responsabilités exercées par l'agent dans le cadre de ses missions, de la technicité du poste, de l'effort consenti par l'agent quant à l'accomplissement de ses tâches et de son assiduité au travail,

Ainsi, des groupes de fonctions sont créés et hiérarchisés à l'intérieur de chaque catégorie, les groupes supérieurs devant être réservés aux postes les plus lourds ou les plus exigeants. Chaque poste doit être réparti au sein des groupes de fonctions selon les critères joint en annexe.

Le montant annuel de l'IFSE et le montant maximal du CIA sont ensuite déterminés pour chaque groupe de fonctions. Lorsqu'un agent change de poste, il est possible que le montant de l'IFSE soit diminué, si le nouveau poste du fonctionnaire est classé dans un groupe de Fonctions inférieur. Un réexamen du montant de l'IFSE du fonctionnaire lors d'une mobilité interne est donc obligatoire.

Considérant l'article 189 de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 modifie l'article L822-3 du CGFP relatif aux droits à rémunération des fonctionnaires pendant un congé de maladie ordinaire (CMO). Le décret n°2025-197 du 27 février 2025 vient étendre cette mesure aux agents contractuels de droit public en modifiant notamment l'article 7 du décret n°88-145 du 15 février 1988.

Considérant l'arrêté du 21 janvier 2025 complétant la liste des indemnités pouvant être cumulées avec le RIFSEEP (modification de l'arrêté du 27 août 2015 pris en application de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un RIFSEEP dans la fonction publique de l'Etat).

Figure désormais dans cette liste, l'indemnité de maniement de fonds régie par le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics.

Il est précisé que dans tous les cas, le régime indemnitaire alloué ne pourra pas être plus favorable que celui versé aux fonctionnaires de l'Etat.

Enfin, dans le cadre de la modification des fonctions des agents employés au sein de la direction générale de la collectivité, il est proposé la création d'un groupe spécifique au sein de la catégorie B. (Les montants proposés sont ci-après annexés).

## **Procès-verbal du Conseil municipal du 4 juillet 2025**

Considérant les couvertures possibles proposées par le contrat de prévoyance actuellement en vigueur, et suivant l'avis du Comité Social Territorial, il est ainsi proposé au Conseil Municipal à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2025 :

1/ De verser le régime indemnitaire aux agents stagiaires ou titulaires de la fonction publique territoriale bénéficiaires par arrêtés municipaux lorsqu'ils sont en position d'activité, ou recrutés par voie de détachement ou de mise à disposition, au prorata de leur temps de travail,

2/ De faire bénéficier du régime indemnitaire, suivant les mêmes conditions précitées les agents contractuels recrutés sur des emplois permanents.

3/ De maintenir le versement du régime indemnitaire aux agents en position d'activité, pendant toute la durée de leurs absences, lorsque celles-ci relèvent d'un congé légal (congés payés), d'un congé de maternité ou paternité,

4/ De maintenir le versement du régime indemnitaire lors des congés suivants :

- Maladie ordinaire : 90 % (le sort du RIFSEEP suivra le traitement indiciaire)
- Longue Maladie, Longue Durée, Grave Maladie : Aucun maintien (le contrat de prévoyance permet de souscrire une option d'indemnisation du RIFSEEP au 1<sup>er</sup> jour d'arrêt de travail pour ces 3 types de congés)
- Accident de service, Maladie professionnelle : Maintien du RIFSEEP (dans les mêmes conditions que le traitement indiciaire) Pour précision le RIFSEEP sera maintenu à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2025 pour tout nouvel arrêt de travail survenant à compter de cette y compris pour une maladie professionnelle ou un accident du travail dont la constatation médicale aurait été établie à une date antérieure. L'agent devra satisfaire les visites d'expertise qui seront formulées pour tout congé sollicité dans le cadre d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle.

5/ De verser de manière mensuelle au douzième le montant annuel déterminé pour l'IFSE (part fixe),

6/ De verser de manière annuelle l'IFSE « part régie » suivant les modalités prévues par la délibération n°2024/095 du 10 décembre 2025,

7/ De verser par moitié en Mai et Novembre le montant annuel du RIFSEEP – CIA et Régime indemnitaire Police Municipale IFSE part variable suivant les modalités de versement prévues par la délibération n°2024/100 du 10 décembre 2025 (un ajustement sera effectué sur la deuxième moitié en cas de non versement du montant maximal résultant de l'entretien professionnel réalisé pour l'année n-1),

8/ De verser aux agents percevant le RIFSEEP, suivant délibération prise par le Conseil Municipal lors de leur instauration, les indemnités compatibles avec le RIFSEEP, définies par arrêté du 27 août 2015 pris en application de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat, dont le liste des indemnités pouvant être cumulées avec le RIFSEEP a été complétée par l'arrêté du 21 janvier 2025,

9/ De verser l'IHTS à tous les agents de catégorie B et C dont l'emploi figure au tableau des effectifs de la collectivité dès lors que le besoin est justifié et que les travaux supplémentaires sont effectués à la demande du chef de service, y compris aux agents contractuels recrutés en vertu de l'article 3 et suivants de la loi du 26 janvier 1984 selon les mêmes conditions,

10/ De verser le régime indemnitaire global de la collectivité suivant les présentes modalités et dont les montants sont repris dans les tableaux annexés,

11/ De verser et maintenir le régime indemnitaire Police Municipale, dont les modalités sont définies par la délibération n°2024/100 du 10 décembre 2024, suivant les présentes dispositions,

12/ De revoir l'attribution du Régime indemnitaire des agents dès lors qu'ils changent de fonctions, de grade suite à une promotion et au plus tous les quatre ans, afin de prendre en compte l'expérience professionnelle des agents,

## **Procès-verbal du Conseil municipal du 4 juillet 2025**

Aussi, il est proposé au Conseil municipal de :

- **PRENDRE ACTE** de l'avis du comité technique paritaire du CDG de la Loire,
- **APPROUVER** les modalités et les conditions de versement du régime indemnitaire ainsi que les conditions de maintien telles que définies ci-dessus,
- **APPROUVER** l'ensemble des primes constituant le régime indemnitaire global octroyé aux agents de la collectivité repris en annexe,
- **PRECISER** que les montants du RIFSEEP « IFSE », entreront en application au 1<sup>er</sup> septembre 2025,
- **DIRE** que les crédits nécessaires seront inscrits annuellement au budget ;
- **DIRE** que la valorisation des barèmes applicables aux fonctionnaires d'Etat s'appliquera automatiquement, sans nouvelle délibération ;
- **DIRE** que les crédits afférents au RIFSEEP et autres primes seront modifiés en fonction de l'évolution du tableau des effectifs et des postes pourvus en corrélation avec le parcours professionnel propre aux agents et à l'organisation des services de la collectivité, sans nouvelle délibération ;
- **DIRE** que la délibération n°2021/065 du 5 juillet 2021 est abrogée ;
- **DIRE** que les conditions de maintien et du versement du régime indemnitaire telles que définies s'appliquent de plein droit au régime indemnitaire Police Municipale ainsi qu'à l'IFSE part régie.

Monsieur Hervé BRU demande si un agent travaillant à BONSON à la même prime qu'un agent travaillant pour une autre commune.

L'administration précise que non. Effectivement, depuis la 1<sup>ère</sup> délibération cadre en 2015, le Conseil municipal définit les règles applicables pour les primes tout en respectant les directives de l'Etat.

Ici, il s'agit de se conformer à la loi des finances, ce qui s'applique pour les agents de l'Etat, s'applique aussi pour les Fonctionnaires Territoriaux (se conformer à la loi de finances 2025 et aux droits à rémunération des fonctionnaires pendant un congé de maladie ordinaire (CMO). 90% et non plus 100%).

Le Maire, par arrêté, octroie le régime indemnitaire de chaque agent, pas arbitrairement mais d'après différents critères (suivant les postes, les fonctions des agents, les responsabilités, l'ancienneté).

**Où cet exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, par 26 voix « POUR »,**

- **PRENDRE ACTE** de l'avis du comité technique paritaire du CDG de la Loire,
- **APPROUVE** les modalités et les conditions de versement du régime indemnitaire ainsi que les conditions de maintien telles que définies ci-dessus,
- **APPROUVE** l'ensemble des primes constituant le régime indemnitaire global octroyé aux agents de la collectivité repris en annexe,
- **PRECISE** que les montants du RIFSEEP « IFSE », entreront en application au 1<sup>er</sup> septembre 2025,
- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits annuellement au budget ;
- **DIT** que la valorisation des barèmes applicables aux fonctionnaires d'Etat s'appliquera automatiquement, sans nouvelle délibération ;
- **DIT** que les crédits afférents au RIFSEEP et autres primes seront modifiés en fonction de l'évolution du tableau des effectifs et des postes pourvus en corrélation avec le parcours

## **Procès-verbal du Conseil municipal du 4 juillet 2025**

professionnel propre aux agents et à l'organisation des services de la collectivité, sans nouvelle délibération ;

- **DIT** que la délibération n°2021/065 du 5 juillet 2021 est abrogée ;
- **DIT** que les conditions de maintien et du versement du régime indemnitaire telles que définies s'appliquent de plein droit au régime indemnitaire Police Municipale ainsi qu'à l'IFSE part régie.

### **14) Centre de Gestion de la Loire – Avenant convention déontologue**

#### **Délibération 2025-049 : Centre de Gestion de la Loire – Avenant à la convention déontologue**

*Rapporteur : Monsieur le Maire*

Monsieur le Maire indique qu'il s'agit simplement une mise à jour du tarif de la cotisation annuelle. Le coût de la saisine reste inchangé.

- Avant : cotisation 10 € /élu soit 270 €. Saisine du déontologue : 80 €
- Après avenant : cotisation 200 €. Saisine du déontologue : 80 €

Le Conseil Municipal a délibéré à deux reprises pour cette convention en juillet 2023 (Délibération 2023-061) et en décembre 203 (Délibération 2023-119) car il y avait quelques modifications dans la convention car le CDG 42 et le CDG 69 avaient décidé de mutualiser la fonction de référent. Cela engendrait des modifications dans l'organisation de la saisine et des modalités de gestion administrative. Le coût de la cotisation annuelle restait inchangé (10 € par élu). Le coût de la saisine si elle était jugée recevable était maintenue à 80 €.

Pris en application de l'article 218 de la loi « 3DS » du 21 février 2022, le décret sur la désignation du référent déontologue de l'élu local est paru au journal officiel du 7 décembre 2022.

Il impose, à partir du 1er juin 2023, à toute collectivité territoriale, tout groupement de collectivités territoriales ou syndicats mixtes ouverts de désigner un référent déontologue pour les élus, par délibération.

Tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés par la charte de l'élu local.

Tenu au secret professionnel et à la discrétion, le référent déontologue exerce ses missions en toute indépendance et impartialité.

Par délibération n°2023-06-21/08 du 21 juin 2023, les membres du conseil d'administration du CDG42 ont validé l'adhésion à la convention inter-centres de gestion « *Gestion commune de la fonction de référent déontologue* » de la région Auvergne – Rhône-Alpes.

Ainsi, le CDG42 propose aux collectivités et établissements publics du département une solution mutualisée, apportée par un tiers indépendant, de nature à répondre aux exigences de professionnalisme, de rigueur, d'impartialité et d'indépendance que requiert cette fonction.

A ce jour, afin de bénéficier de ce service la collectivité s'engage à verser au CDG42 une adhésion annuelle fixée à 10 € par élu.

*Afin qu'un élu ne soit pas facturé plusieurs fois pour l'ensemble de ses mandats, il avait été convenu que dès lors que la commune adhère au service, cet élu « n'était pas refacturé » aux autres établissements dans lequel il a un mandat et qui bénéficie(nt) également du service (par exemple, l'intercommunalité dont est membre la commune).*

## **Procès-verbal du Conseil municipal du 4 juillet 2025**

Cette décision qui avait vocation à réduire le coût pour chaque élu – un élu n'étant concerné que par un paiement tout en disposant potentiellement d'autres mandats – n'offre pas une très grande lisibilité, certaines structures étant amenées à payer seulement pour une partie de ses élus.

Ce travail de croisement des données peut être également source d'erreur ; et doit être retravaillé dès lors que la composition d'une assemblée est modifiée ou que l'adhésion d'une collectivité, d'un établissement intervient.

Les administrateurs du CDG42, ont validé au cours de la séance du conseil d'administration du 11 mars 2025 (délibération n°2025-11-03/05 du 11 mars 2025) qu'il était pertinent de simplifier le mode de tarification en le faisant reposer sur l'application d'un forfait en fonction du nombre d'élus, comme suit :

<b>NOMBRE D'ELUS</b>	<b>FORFAIT</b>
Inférieur ou égal à 11	50€
12 à 19	150€
20 à 27	200€
29 à 33	250€
35 à 39	300€
40 à 60	350€
61 à 99	400€
100 et +	450€

Il a également été validé que les CCAS, dont les assemblées délibérantes sont composées, en partie, des élus de la commune, soient exonérés de ce forfait.

Pour les collectivités et établissements adhérents à cette mission d'assistance et de conseil, la facturation émise par le CDG42 pour l'année 2024 et suivantes sera établie sur ce nouveau forfait.

→ ***L'avenant n°1 Référent déontologue de l'Elu local – Convention d'adhésion à la mission d'assistance et de Conseil est joint à la présente note de synthèse (à noter l'annexe 1 contient uniquement un tableau déclaratif du nombre de conseillers municipaux).***

Aussi, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accepter l'avenant à la convention
- D'autoriser M. le Maire a signé ledit avenant complété de son annexe 1 dûment renseignée.

**Où cet exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, par 26 voix « POUR »,**

➤ **ACCEPTE** l'avenant à la convention ;

➤ **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ledit avenant complété de son annexe 1 dûment renseignée.

### **AFFAIRES GENERALES**

#### **15) Salon des Maires et des Collectivités Locales – Edition Novembre 2025– Mandat spécial**

#### **Délibération 2025-050 : Salon des Maires et des Collectivités Locales – Edition Novembre 2025 – Mandat spécial**

*Rapporteur : Monsieur le Maire*

Une délégation de la Commune (composée d'élus et d'agents) se rendra au Congrès des Maires et Salon des Maires et des Collectivités Locales organisés au Parc des expositions de la Porte de Versailles à

## **Procès-verbal du Conseil municipal du 4 juillet 2025**

Paris. Cette année ces évènements se dérouleront la semaine du 17 novembre 2025 au 21 novembre 2025.

Il convient de conférer un mandat spécial aux élus ainsi qu'aux agents quant à la prise en charge des frais liés à l'organisation et à la participation à ces évènements (Transport, hébergement et restauration).

Il est également nécessaire de définir la liste des participants à l'édition 2025 :

- 4 élus : Monsieur Thierry DEVILLE, Maire et Mesdames Odile LAROCHE-FARIGOULE, Marie-José SAULODES, Elisabeth PONOMAREFF, Conseillères municipales.

Il est demandé au Conseil Municipal de délibérer l'octroi de ce mandat spécial aux élus ainsi qu'aux agents quant à la prise en charge de certains frais liés à l'organisation et à la participation à ces évènements et d'arrêter la liste des participants à l'édition 2025.

Monsieur le Maire rappelle que les élus font l'avance des paiements des transports, de l'hébergement. Les remboursements interviendront courant janvier 2026.

Monsieur le Maire précise que Madame Dominique PAUTY viendra également au Congrès mais elle payera l'intégralité de son séjour sans remboursement par la collectivité.

Madame Dominique PAUTY indique qu'elle avait déjà participé au Congrès au début du mandat, qu'elle souhaite participer à nouveau, cette fois intégralement à ses frais puisqu'elle avait déjà bénéficié d'un mandat spécial pour le Congrès au début du mandat.

Madame Marie-José SAULODES souligne que cette année il n'y a pas d'agents de la collectivité.

Monsieur le Maire indique qu'effectivement il n'y a pas d'agents compte tenu de la réorganisation des services.

**Où cet exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, par 26 voix « POUR »,**

- **OCTROIE** un mandat spécial aux élus quant à la prise en charge de certains frais liés à l'organisation et la participation à ces évènements et d'arrêter la liste des participants à l'édition 2025 à :

- 4 élus : Monsieur Thierry DEVILLE, Maire et Mesdames Odile LAROCHE-FARIGOULE, Marie-José SAULODES, Elisabeth PONOMAREFF, Conseillères municipales.

### **DECISIONS**

#### **Décision 2025-011 : Assistance pour le renouvellement du MAPA – Entretien (ménage) des bâtiments scolaires et périscolaires – CS BATIMENT**

Le Maire de BONSON, Loire,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal N° 2021-005 du 21 janvier 2021 portant délégation au profit de Monsieur le Maire, des pouvoirs découlant de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la proposition tarifaire de l'entreprise CS BATIMENT, 15 bis Rue Côte Sainte-Agathe – 42450 SURY LE COMTAL,

**Vu** le budget communal et considérant que les crédits nécessaires y seront inscrits,

**Considérant** la nécessité d'être assister pour le renouvellement du MAPA – Entretien (ménage) des bâtiments scolaires et périscolaires

## **Procès-verbal du Conseil municipal du 4 juillet 2025**

### **DECIDE**

**Article 1** De signer avec l'entreprise CS BATIMENT – 15 Bis Rue Côte Sainte Agathe – 42450 SURY LE COMTAL un bon de commande d'après le devis n°2025-011 dont le détail est donné article 2.

**Article 2** L'assistance pour le renouvellement du MAPA se déroule comme suit :

Détails	Total HT
Recueil des besoins, contraintes et données. Assistance pour la rédaction du dossier de consultation des entreprises (AE, CCAP, RC etc).	1 500 €
Assistance pendant la consultation pour réponses aux questions éventuelles des candidats	500 €
Analyse des offres avec rédaction d'un rapport et assistance pour la passation du marché du titulaire	1 000 €

**Total HT : 3 000 € - TVA 20 % : 600 € - Total TTC : 3 600 €**

**Article 3** La dépense correspondante sera prélevée sur le budget de la Commune,

**Article 4** La présente décision sera inscrite au registre des décisions municipales et présentée à la prochaine séance du Conseil Municipal afin que celui-ci en prenne acte.

### **Décision 2025-012 : Travaux Toiture Chapelle Notre-Dame – SARL Julien CHARBONNIER**

Le Maire de BONSON, Loire,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code des Marchés publics,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal N° 2021-005 du 21 janvier 2021 portant délégation au profit de Monsieur le Maire, des pouvoirs découlant de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la proposition DEVIS n°929 du 31/08/2024 de la SARL Julien CHARBONNIER,

**Vu** le budget communal et considérant que les crédits nécessaires y seront inscrits,

**Considérant** que la collectivité a reçu une réponse favorable de la subvention sollicitée auprès de la DRAC relative aux travaux de la Chapelle, avec un versement de 3 150 € soit 20 % du Montant HT des travaux.

### **DECIDE**

**Article 1** Un bon de commande est donc immédiatement passé auprès de la SARL Julien CHARBONNIER, 1260 Chemin du Tacot – 42130 BOEN SUR LIGNON.

**Article 2** Les travaux consistent au nettoyage de la toiture mousse feuille etc, remise en place tuiles déplacées, resuivi zinguerie, reprise scellement faitage et arêtier, nettoyage chéneaux cuivre encaissé compris et dépose et repose des tuiles.

**Article 3** Le montant de la prestation est de 15 750 € HT soit 18 900 € TTC.

Le règlement des sommes dues au titre de ces vérifications interviendra sur présentation de factures.

**Article 4** La dépense correspondante sera prélevée sur le budget de la Commune,

**Article 5** La présente décision sera inscrite au registre des décisions municipales et présentée à la prochaine séance du Conseil Municipal afin que celui-ci en prenne acte.

### **Décision 2025-013 : Aire de jeux au Complexe sportif – Pyramide et Maisonnette – PROLUDIC**

## **Procès-verbal du Conseil municipal du 4 juillet 2025**

Le Maire de BONSON, Loire,

**Vu** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment l'article L 2122-22,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal N° 2021-005 du 21 janvier 2021 portant délégation au profit de Monsieur le Maire des pouvoirs découlant de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** l'offre commerciale de PROLUDIC pour la fourniture de deux jeux (hors pose) actualisée,

**Considérant** que le projet d'ajout de jeux à l'Aire de jeux au Complexe sportif) était déjà inscrit au budget 2024 et sont reportés en RAR (reste à réaliser au BP 2025),

**Considérant** qu'une demande de subvention a été déposée au titre de la DETR 2025 – Dossier 2 « Aire de jeux au Complexe sportif pour un montant de 5 000 €.

### **DECIDE**

**Article 1** de commander les deux jeux supplémentaires pour l'aire de jeux du Complexe Sportif (Pyramide + Maissonnette) d'après le devis actualisé FR125030945.

**Article 2** Le détail est le suivant (à noter une remise de 12% a été accordée – cf. le devis en annexe) :

Désignation	Qté	Prix unitaire HT
Pyramide	1	11 539.44 €
Maissonnette basique Kanopé Type A	1	2 461.36 €
Panneau seul + impression	1	193.60 €
Poteau acier 95*95 pour panneau info type A	1	132.00 €
<b>TOTAL HT</b>		<b>14 326.40 €</b>
TVA (20%)		2 865.28 €
<b>TTC</b>		<b>17 191.68 €</b>

Le règlement des sommes dues interviendra sur présentation de factures.

**Article 3** La dépense correspondante sera prélevée sur le budget de la Commune,

**Article 4** La présente décision sera inscrite au registre des décisions municipales et présentée à la prochaine séance du Conseil Municipal afin que celui-ci en prenne acte.

**A noter : Les décisions 2025-014 et 2025-015 ont été annulées.**

**Décision 2025-016 : Travaux reprise des concessions et mise à jour du logiciel, des plans et registres du cimetière.**

Le Maire de BONSON, Loire,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code des Marchés publics,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal N° 2021-005 du 21 janvier 2021 portant délégation au profit de Monsieur le Maire, des pouvoirs découlant de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la délibération 2025-005 du 20 février 2025 relative à la Gestion funéraire – Reprise des concessions à l'état d'abandon dans le cimetière de BONSON,

**Vu** l'arrêté 2025-020 réglementant la reprise des concessions en état d'abandon au cimetière de BONSON,

**Vu** la proposition du Groupe ELABOR, devis n°20241367 mis à jour et dont le montant général a été revu à la baisse en raison du nombre de concessions inférieur au nombre de départ (28 concessions à reprendre au lieu de 30), devis actualisé le 29/04/2025 pour un montant 33 098.40 € TTC (Devis n°20250736) et le devis et n°20250042 pour la mise à jour des données logiciel, mise à jour des plans et registres,

**Vu** le budget communal et considérant que les crédits nécessaires y seront inscrits,

### **DECIDE**



## **Procès-verbal du Conseil municipal du 4 juillet 2025**

**Article 1** Un contrat pour la reprise des concessions à l'état d'abandon et mise à jour du logiciel, des plans et registres est passé avec le Groupe ELABOR – 18 Rue des Mûrgers – 21380 MESSIGNY-ET-VANTOUX.

**Article 2** Les prestations sont les suivantes : prise en charge déploiement du chantier, interventions sur tombes simples, intervention sur tombes mobilier funéraire important, supplément pour tombes de 4 m², enlèvement des gravats et déchets divers, plan de récolement, registre de l'ossuaire, plan de réaménagement, assistance juridique et conseils. Mise à jour du logiciel, des plans et registres.

**Article 3** Le montant de la prestation est la suivante :

D'après devis n°20250736 du 29 avril 2025 :

Forfait de prise en charge déploiement du chantier	800.00 €
Interventions sur tombes simples	440.00 €
Interventions tombes mobilier funéraire important	17 430.00 €
Supplément pour tombes de 4m²	5 800.00 €
Enlèvement de gravats et déchets divers	1 960.00 €
Plan de récolement	320.00 €
Registre de l'ossuaire	320.00 €
Plan de réaménagement	512.00 €
<b>Montant Total HT :</b>	<b>27 582.00 €</b>
TVA à 20 %	5 516.40 €
<b>Montant Total TTC :</b>	<b>33 098.40 €</b>

D'après devis n°20250042 :

Mise à jour des données logiciel	468.00 €
+ Mise à jour des plans et registres	1 182.00 €
Montant Total HT :	1 650.00 €
TVA à 20% soit :	330.00 €
<b>Montant Total TTC :</b>	<b>1 980.00 €</b>

Ainsi :

MONTANT GLOBAL HT : 27 582.00 € + 1 650.00 € = 29 232.00 €

TVA : 5 516.40 € + 330 € = 5 846.40 €

**MONTANT GLOBAL TTC : 33 98.40 € + 1 980 € = 35 078.40 €**

Soit trente-cinq mille soixante-dix-huit euros et quarante cents TTC.

**Comme prévu dans la convention de règlement les prestations seront facturées en trois temps : A l'ouverture du chantier, au 1<sup>er</sup> trimestre 2027 et au 1<sup>er</sup> trimestre 2028.**

Le règlement des sommes dues au titre de ces vérifications interviendra sur présentation de factures.

**Article 4** La dépense correspondante sera prélevée sur le budget de la Commune,

**Article 5** La présente décision sera inscrite au registre des décisions municipales et présentée à la prochaine séance du Conseil Municipal afin que celui-ci en prenne acte.

**Décision 2025-017 : Groupe Fermé d'Utilisateurs (GFU) – Travaux d'installation Fibre Optique Vidéo et Bâtiminaire par Bouygues Energies et Services.**

Le Maire de BONSON, Loire,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code des Marchés publics,

**Vu** le décret n° 2024-1217 du 28 décembre 2024 relatif au seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence préalables pour les marchés de travaux,

## **Procès-verbal du Conseil municipal du 4 juillet 2025**

**Vu** la délibération du Conseil Municipal N° 2021-005 du 21 janvier 2021 portant délégation au profit de Monsieur le Maire, des pouvoirs découlant de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la délibération 2025-026 du 22 mai 2025 relative à l'appel à partenariat « Loire Connect » - Convention de partenariat et attributive de subvention avec le Conseil Départemental,

**Vu** le devis n°332990-D001-V2 de Bouygues Telecom pour les travaux d'installation fibre optique et bâtiminaire en date du 21 mai 2025,

**Vu** le budget communal et considérant que les crédits nécessaires y seront inscrits,

**Considérant** que le projet « Groupe Fermé d'Utilisateur » - GFU de la commune a été retenu par le Conseil Départemental dans le cadre de l'appel à partenariat mentionné ci-dessus. Ce projet consiste en la création d'une boucle locale optique qui permet de raccorder des sites communaux et différentes entités à plusieurs usages (téléphonie sur IP, vidéoprotection, partage de fichiers...). Il constitue le socle de base la construction d'un territoire intelligent, connecté et durable.

### **DECIDE**

**Article 1** D'accepter l'offre de prix n°3322990-D001-V2 de l'entreprise BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES – Centre de signalisation lumineuse – 2 bis Allée de l'Electronique – 42 000 ST ETIENNE

### **Article 2**

Montant HT des travaux d'installation de fibre optique et bâtiminaire : **64 676.00 €**

TVA à 20% : **2935.20 €**

**Montant TTC des travaux :** **77 611.20 €**

Le devis est annexé à la présente décision.

**Article 3** Le règlement des sommes dues au titre de ces vérifications interviendra sur présentation de factures.

**Article 4** La dépense correspondante sera prélevée sur le budget de la Commune.

**Article 5** La présente décision sera inscrite au registre des décisions municipales et présentée à la prochaine séance du Conseil Municipal afin que celui-ci en prenne acte.

### **Décision 2025-018 Mission de Maîtrise d'œuvre pour la rénovation énergétique du Gymnase « Le Pré Salvau » - TERRITOIRES**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code des Marchés publics,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal N° 2021-005 du 21 janvier 2021 portant délégation au profit de Monsieur le Maire, des pouvoirs découlant de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la proposition de TERRITOIRES (annexée à la décision),

**Vu** le budget communal et considérant que les crédits nécessaires y seront inscrits,

### **DECIDE**

**Article 1** Un bon de commande correspondant à une mission de maîtrise d'œuvre pour la rénovation énergétique du Gymnase « Le Pré Salvau », est passé auprès de TERRTOIRES – 26 Boulevard GAMBETTA – 42600 MONTBRISON.

**Article 2** La mission de maîtrise d'œuvre est détaillée comme suit :

#### **PHASE 1 : PROGRAMMATION TECHNIQUE ET FONCTIONNELLE**

**MONTANT GENERAL DE LA MISSION AMO : 15 340 € HT**

## **Procès-verbal du Conseil municipal du 4 juillet 2025**

### **Réunion de lancement de l'étude : à titre commercial**

#### **Etude faisabilité :**

##### **Audit de l'offre et de la demande sportive :**

**2 950 € HT**

- Rencontre des services de la ville, rencontres des élus, rencontre des associations et utilisateurs.

##### **Définition des besoins :**

**5 310 € HT**

- Besoins de construction ou reconstruction, besoins fonctionnels et techniques, définition des objectifs à atteindre, définitions des avantages, contraintes et exigences de qualité urbanistique, architecturale, fonctionnelle, technique, économique et environnementale, définition des objectifs de performance énergétique, faisabilité technique et réglementaire du projet, diagnostic énergétique de l'existant et analyse, diagnostic structurel de l'existant et analyse.

##### **Elaboration de deux scénarios de faisabilité :**

**2 950 € HT**

- Scénarios techniques et fonctionnels, estimation financière de la phase d'étude à la phase travaux, définition des hypothèses de recettes potentielles en subventions, établissement d'un planning de réalisation en fonction du scénario, projection schématique des espaces et volumes, vérification travaux interne.

##### **Restitution de l'étude de faisabilité :**

**590 € HT**

- Tenue de la réunion, rédaction et transmission du compte-rendu à la maîtrise d'ouvrage.

#### **Rédaction du programme :**

- Prise en compte des remarques et adaptation selon les choix de scénarios

##### **Rédaction du programme :**

**2 950 € HT**

- Le programme contient : la présentation de l'opération, le contexte, le site, une description des services à rendre aux utilisateurs, une description des espaces et de leur organisation, présentation des attentes architecturales, paysagères, énergétiques, les exigences techniques et environnementales de l'opération, les contraintes d'utilisation pendant la phase de travaux, les exigences opérationnelles (coûts, délais, phasage), compétences attendues dans le cadre du recrutement d'une Maîtrise d'œuvre, les missions confié à la MO, l'ensemble du cadre juridique en lien avec le recrutement de la MO

##### **Restitution du programme :**

**590 € HT**

- Tenue de la réunion, modifications nécessaires à la validation du programme.

#### **Article 3** La dépense correspondante sera prélevée sur le budget de la Commune,

**Article 4** La présente décision sera inscrite au registre des décisions municipales et présentée à la prochaine séance du Conseil Municipal afin que celui-ci en prenne acte.

### **Décision 2025-019** **Acquisition Véhicule Citroën C3 immatriculée FW-388-VF (véhicule d'occasion – après leasing pendant 50 mois) – Ets PROTIERE**

Le Maire de BONSON, Loire,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal N° 2021-005 du 21 janvier 2021 portant délégation au profit de Monsieur le Maire, des pouvoirs découlant de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la décision n°2024-035 du 11/12/2024 concernant l'avenant au contrat de location de la C3 immatriculée FW-388-VF portant l'extension de la location à 50 mois avec un terme au 03/05/2025,

**Vu** l'offre des Etablissements PROTIERE en date du 15/04/2025,

**Vu** le budget communal et considérant que les crédits nécessaires y seront inscrits,

**Considérant** qu'il convient d'acquérir le véhicule d'occasion immatriculé FW-388-VF après 50 mois de location.

**DECIDE**

#### **Article 1**

## **Procès-verbal du Conseil municipal du 4 juillet 2025**

D'acquérir auprès des Ets PROTIERE – Route de Roanne – 42210 MONTROND LES BAINS, le véhicule C3 immatriculé FW-388-VF

### **Article 2**

#### **Détail de l'acquisition**

▪ C3 PureTech 83 S&S BVM Feel	6 820.83 € HT
▪ Carte grise	172 € HT
▪ Redevance pour acheminement	2.76 € HT
▪ Taxe pour gestion	11.00 € HT

**Montant total HT : 7 006.59 €**

**Montant TVA : 1 364.17 €**

**Montant total TTC : 8 370.76 €**

### **Article 3**

La dépense correspondante sera prélevée sur le budget de la Commune,

### **Article 4**

La présente décision sera inscrite au registre des décisions municipales et présentée à la prochaine séance du Conseil Municipal afin que celui-ci en prenne acte.

### **Décision 2025-020 Location Camionnette ISUZU M21 T moteur 1.9 litres 120 ch Euro VI immatriculé HD-987-NJ**

Le Maire de BONSON, Loire,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal N° 2021-005 du 21 janvier 2021 portant délégation au profit de Monsieur le Maire, des pouvoirs découlant de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** l'offre de la société AF Trucks en date du 24 avril 2025 comprenant la reprise du véhicule Renault Mascott immatriculé 1444ZR42 du 05/10/2005 pour un montant de 1 500 € TTC (158 000 Km) et prévoyant un plan de financement détaillé plus bas,

**Vu** le budget communal et considérant que les crédits nécessaires y seront inscrits,

**Considérant** qu'il convient de remplacer le véhicule Renault Mascott immatriculé 1444ZR42 du 05/10/2005,

### **DECIDE**

#### **Article 1**

De contacter avec la société AF Trucks – 23 Rue Roland Garros – 42160 ANDREZIEUX – BOUTHEON, un contrat de location (accord de financement BNP Paribas) comme suit :

Financement en Crédit-Bail à hauteur de 38 400 € HT avec une VR/VFL de 17 170.56 €

Règlement par mandatement en terme A échoir sur une durée de 60 mois.

<b>Plan de financement (loyer HT)</b>		<b>Assurances et prestations de couverture d'assurance</b>	<b>Echéance totale</b>
1 loyer mensuel	De 515.71 € (1.343%)	34.56 € (0.090%)	550.27 € (1.433%)
59 loyers mensuels	De 515.71 € (1.343%)	34.56 € (0.090%)	550.27 € (1.433%)

### **MODELE ISUZU M21 T E MECA TRI-BENNE**

#### **ISUZU M21 T moteur 1.9 litres 120 ch Euro VI**

- Empattement : 2500 mm, PTAC : 3.5 T, PTRAC : 7.0 T – Equipement de série : direction assistée, vitres électriques, volant réglable, radio RDS, centralisation des portes à distance, airbags conducteur et passager, climatisation. Garantie 2 ans sans limitation de kilomètres.
- Tri-benne acier 3100 x 1950 mm avec ridelles aluminium et porte arrière standard, attelage crochet mixte, fourniture + pose de deux gyrophares + 1 triréflex + bandes de signalisation conforme à la réglementation, roue de secours, gilet, triangle et ampoules, réhausseurs de ridelles en alu plaines avec œillets pour fixer une bâche.

## Procès-verbal du Conseil municipal du 4 juillet 2025

▪ Prix de l'ensemble HT :	38 400 €
▪ Montant TVA :	7 680 €
▪ Prix de l'ensemble TTC :	46 080 €
▪ Frais immatriculation : inclus	

**Prix de l'ensemble TTC : 46 080 €**

Reprise du Renault MASCOTT benne immatriculé 1444ZR42 du 05/10/2005 (158 000 km) : 1 500 € TTC.

### Article 2

La dépense correspondante sera prélevée sur le budget de la Commune,

### Article 3

La présente décision sera inscrite au registre des décisions municipales et présentée à la prochaine séance du Conseil Municipal afin que celui-ci en prenne acte.

### Décision 2025-021 : Contrat téléphonie-Lien avec Backup 4G et parefeu – SARL OELIS

Le Maire de BONSON, Loire,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code de la Commande Publique,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal N° 2021-005 du 21 janvier 2021 portant délégation au profit de Monsieur le Maire, des pouvoirs découlant de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

**Vu** la proposition de contrat de la SARL OELIS en date du 12/05/2025

**Vu** le budget communal et considérant que les crédits nécessaires y seront inscrits,

### **DECIDE**

**Article 1 :** de conclure un contrat l'installation et d'abonnement auprès de la SARL OELIS pour l'installation, l'abonnement, la licence, le firewall, la maintenance de la téléphonie.

**Article 2 :** Le devis est joint à la décision. Les caractéristiques du contrat sont les suivantes :

Désignation	Prix unitaire	Qté	Total HT
<b><u>Liens – site : Mairie de BONSON Place Charles de Gaulle</u></b>			
Abonnement fibre FTTB – GTR 4H – débit garanti – <b>Mensualité</b> – Débit garanti symétrique 100MBPS – BURST 1 GBPS – <b>LIEN NOMINAL</b>	280.00 €	1	280.00 €
Frais d'accès au service et de construction de lien FTTB	600.00 €	1	600.00 €
Participation OELIS aux frais d'accès FTTB	- 300.00 €	1	-300.00 €
<b><u>OPTION LIEN 4G DE SECOURS</u></b>		1	
Abonnement de backup 4 G -Sans GTR – Pas de débit Garanti – <b>Mensualité</b>	35.00 €	1	35.00 €
Routeur + Configuration de la bascule automatique en cas de rupture du lien nominal avec conservation de l'adresse IP publique – ne nécessitera aucune intervention manuelle pour la continuité des services.	350.00	1	350.00 €
Switch 8 ports manageable si moins de 4 ports disponibles sur switch actuel	103.00 €	1	103.00 €
<b><u>FIREWALL</u></b>			
Firewall fortigate 40F avec licence 3 ans – du 01/09/2025 au 31/08/2028 Cloud Management (rétention des logs sur 1 AN)	1 280.00€	1	1 280.00 €
Installation			665.00 €
Contrat de maintenance Firewall – Mensualité			45.00 €
<b><u>TELEPHONIE</u></b>			
Extension de licence OXO Connect 3 ans – Du 01/09/2025 au 31/08/2028 – Configuration sur site offerte.	365.00 €		365.00 €
<b>CHOIX</b> : Canal Voix illimité vers les fixes en France Metropolitaine - Mensualité – Appels vers les Mobiles métropolitains : 0.0 €/minute	9.00 €	10	90.00 €
1 x SDA – Mensualité	0.70 €	21	14.70 €
Portabilité SDA	60.00 €	1	60.00 €
Contrat de Maintenance Téléphonie – 1 OXO – 35 postes – <b>Mensualité : Engagement 36 mois minimum à compter de la mise en service, sous réserve de validation technique pour le tirage de fibre, sous réserve du cheminement possible pour la fibre en domaine privé, sous réserve de desserte en domaine privé inf. à 80 ML sinon forfaitaire</b>			62.00 €

## Procès-verbal du Conseil municipal du 4 juillet 2025

DIC			
Délai de résiliation après échéance : 3 mois à réception de la demande			
<b>TOTAL GENERAL HT</b>			<b>3 649.70 €</b>
<b>TVA 20%</b>			<b>729.94 €</b>
<b>TOTAL GENERAL TTC</b>			<b>4 379.64 €</b>

**Article 3 :** La dépense correspondante sera prélevée sur le budget de la Commune.

**Article 4 :** La présente décision sera inscrite au registre des décisions municipales et présentée à la prochaine séance du Conseil Municipal afin que celui-ci en prenne acte.

### **Décision 2025-022 : Acquisition Matériel et applications LOGIPOLVe et Redevance d'utilisation LOGIPOLV5 en mode hébergé (Saas)**

Le Maire de BONSON, Loire,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code de la Commande Publique,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal N° 2021-005 du 21 janvier 2021 portant délégation au profit de Monsieur le Maire, des pouvoirs découlant de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** les deux devis de l'entreprise AGELID en date du 7 février 2025 (un devis pour matériel et applications, un devis pour ouverture du compte et redevance d'utilisation de LOGIPOLV5),

**Vu** le budget communal et considérant que les crédits nécessaires y seront inscrits,

**DECIDE**

**Article 1 :** de passer commande auprès de l'entreprise AGELID – 20 Rue de l'Eglise 76220 ERNEMONT LA VILLETTE pour l'acquisition de matériel et applications et redevance d'utilisation du logiciel LOGIPOLV5.

**Article 2 :** Les caractéristiques de l'offre sont les suivantes :

#### **D'après devis LOGIPOLVe – Matériel et applications LogipolVé**

Désignation	Prix unitaire	Qté	Total HT
<b><u>LOGIPOLVe – Matériel et applications LogipolVe</u></b>			
<b>Terminal PVE Samsung X Cover 7</b> - 169 x 80.1 x 10.2 – Poids : 240 g – Technologie (Ecran principal) PLS LCD – Appareil photo résolution caméra arrière (multiple), ouverture caméra frontale, résolution enregistrement vidéo Full HD, Mémoire 6 Go – Stockage : 1238 Go	380.00 €	2	760.00 €
<b>Chargeur secteur</b>	20.00 €	2	40.00 €
<b>Solution mobile LogipolVé</b> (Logipol Verbalisation électronique) ) Redevance annuelle d'utilisation (prise de photo, géolocalisation, assistance à la localisation de l'adresse, backoffice intégré à LogipolWeb, conforme aux recommandations de l'INTAI (carte profil A05) transmission en temps réel.	135.00 €	2	270.00 €
<b><u>LogipolVé : Prestation d'installation et de formation</u></b>			
Paramétrage et installation de l'application LogipolVe. Intervention à distance. Préparation et frais d'envois compris. Intervention sur site possible sur demande. <b>Forfait</b>	499.00 €	F	499.00 €
<b><u>LogipolVé : Accessoires</u></b>			
Cartes à puce	30.00 €	2	60.00 €
Lecteur de carte à puce	35.00 €	1	35.00 €
<b>Coques de protection pour smartphone Samsung XCover 7</b>	<b>OFFERTES</b>	2	<b>OFFERTES</b>
<b>TOTAL GENERAL HT</b>			<b>1 664.00 €</b>
<b>TVA 20%</b>			<b>332.80 €</b>
<b>TOTAL GENERAL TTC</b>			<b>1 996.80 €</b>

#### **D'après devis LOGIPOLV5 en mode hébergé (Saas)**

## Procès-verbal du Conseil municipal du 4 juillet 2025

Désignation	Prix unitaire	Qté	Total HT
<b><u>LOGIPOLV5 en mode hébergé (Saas)</u></b>			
<b>Ouverture de compte (payable en une seule fois)</b>	400.00 €	1	400.00 €
<b>Redevance d'utilisation de LOGIPOLV5</b>  Tranche 1 (ville de – de 12 000 habitants) - Abonnement mensuel payable par an en début de période. Main courante, Procès-verbaux, activité journalière, consignes, gestion des chiens dangereux, gestion des établissements, fourrière automobile avec abusif, animaux perdus trouvés, arrêtés municipaux, interface avec offre PVE LogipolVé, dossiers/affaires, main courante vidéo protection, rapports, prise de service, objets perdus/trouvés, opérations tranquillité vacances, appels téléphoniques, animaux mordeurs, statistiques, cartographie en consultation	<b>15.00 €/mois</b>	1	<b>180.00 €/an</b>
<b><u>Connexion supplémentaire pour fonctionnement en simultané</u></b> Pack tarif de 2 à 4 inclus.	<b>5.00 €/mois/connexion</b>	1	60.00 €/an
<b>Formation à distance (forfait)</b>	359.00 €	2	359.00 €
<b>TOTAL GENERAL HT</b>			<b>999.00 €</b>
<b>TVA 20%</b>			<b>199.80 €</b>
<b>TOTAL GENERAL TTC</b>			<b>1 198.80 €</b>

**Article 3 :** La dépense correspondante sera prélevée sur le budget de la Commune.

**Article 4 :** La présente décision sera inscrite au registre des décisions municipales et présentée à la prochaine séance du Conseil Municipal afin que celui-ci en prenne acte.

### QUESTIONS ORALES

Madame Marie-José SAULODES pose l'intégralité des questions de la liste minoritaire.

- Plusieurs fois au cours des dernières semaines, les lumières du tennis sont restées allumées toute la nuit, voire tout un week-end. Pouvez-vous informer les locataires de ces courts de l'importance de les éteindre à la fin de leur location ou devons nous envisager des frais supplémentaires en installant des minuteurs ?**

Madame Sandrine NOIRIE apporte la réponse suivante :

« Nous avons constaté cela il y a plusieurs jours. Après investigations, il s'avère que l'éclairage est allumé par des joueurs de pétanque qui ne font pas partie d'une association bonsonnaise, et qui pénètrent illégalement sur les courts de tennis.

Nous allons changer le système d'accès à l'allumage des projecteurs afin de sécuriser l'infrastructure ».

- Il y a plusieurs mois, la commission aménagement avait proposé la mise en place du banc, (auparavant en place devant le crédit agricole) sur le parvis de la gare. Rien à ce jour. Un impondérable serait-il survenu ?**

Monsieur Marcel GIACOMEL apporte la réponse suivante :

Effectivement nous avons échangé ensemble sur l'emplacement de ce banc.

Le fait d'avoir opté pour le parvis de la Gare nous a amené à attendre dans le cadre de l'étude urbaine Bonson 2040 et la validation de l'avant-projet des aménagements du pôle multimodal et de l'avenue de Saint Rambert avec Loire Forez.

## **Procès-verbal du Conseil municipal du 4 juillet 2025**

- 3. Il y a plus de 18 mois, nous vous interroguons sur l'arrêt des cours d'espagnol. Votre réponse était : « Les cours d'espagnol ont été interrompus suite au départ du professeur. Nous avons travaillé sur d'autres projets depuis. Néanmoins, nous n'avons pas abandonné l'idée. » Qu'en est-il un an et demi après et surtout à l'aube du 10<sup>e</sup> anniversaire de ce jumelage ?**

Madame Christine Paquis apporte la réponse suivante :

« Nous avons rencontré officiellement M. Maire de Mora d'Ebre ainsi que 2 adjointes, le week-end du 22 Mars 2025.

Les deux maires ont réitéré leur volonté commune de construire un avenir où le jumelage permettrait d'établir des relations entre les communes en impliquant nos jeunes, nos seniors et nos associations ainsi que la population. D'ailleurs, début mai, l'école de danse de Bonson s'est rendue à Mora d'Ebre pour participer au 40<sup>ème</sup> anniversaire de l'école de danse et de musique espagnole pour un grand gala.

Dans le cadre des actions à mettre en place, la prochaine équipe Municipale pourra, si elle le souhaite, proposer des cours d'espagnol aux bonsonnais ».

- 4. Lors du conseil municipal du 22 mai, nous vous avons alerté sur la dangerosité du chantier de la maison des 4 chemins pour les piétons. Depuis un passage piéton a été mis en place en bordure du passage à niveau. Celui-ci est-il destiné à répondre à ce besoin de sécurisation des chantiers de l'avenue de ST Marcellin ou répond-il à un autre objectif, ce en quoi la sécurisation des piétons avenue de St Marcellin resterait entière ?**

Monsieur Marcel GIACOMEL apporte la réponse suivante :

« Comme convenu, Loire Forez Agglomération, la municipalité et les promoteurs ont proposé un cheminement sécurisé avec un passage piéton, celui-ci sera complété d'un panneau d'information ainsi que de deux traversées piétonnes ».

**L'ordre du jour étant épuisé, la séance du Conseil municipal du 4 juillet 2025 prend fin à 19 h 35.**



**Le Maire,  
Thierry DEVILLE**